

# Les souverainistes européens ont le vent en poupe

UE Les manœuvres s'intensifient chez les nationalistes et les populistes

- ▶ L'Italien Matteo Salvini se rend à Varsovie négocier le ralliement de sa Ligue au PiS de Jaroslaw Kaczynski.
- ▶ Le leader des 5 Etoiles Luigi Di Maio propose son appui logistique aux gilets jaunes français.
- ▶ L'enjeu : la course au leadership sur les forces antisystème dans le prochain Parlement européen.

Maintenant que l'année 2019 a commencé, celle d'élections européennes annoncées comme cruciales, chaque sortie politique de dirigeant national sera immédiatement analysée dans cette perspective. Et à 48 heures d'intervalle, ce sont les initiatives des deux maîtres de la politique italienne qui auront frappé les esprits : une visite ce mercredi à Varsovie de l'Italien Matteo Salvini, le dirigeant de la Ligue d'extrême droite, et un soutien spectaculaire du même ainsi que de Luigi Di Maio, patron du Mouvement 5 Etoiles et son alter ego dans la coalition au pouvoir à Rome, aux gilets jaunes français. Tous deux seront les acteurs de ce qui passe pour l'enjeu central de l'élection au Parlement européen : le poids et l'influence que les partis et mouvements européens d'extrême droite, nationalistes ou populistes obtiendront dans les institutions de l'UE sous la prochaine législature.

La publication lundi matin sur son blog d'un appel au mouvement des gilets jaunes par Luigi Di Maio, enjoignant à ce mouvement de « *ne pas faiblir* » face au pouvoir, a été rapidement amplifiée par Matteo Salvini, qui a souhaité le départ au plus vite d'Emmanuel Macron... Appeler publiquement au renversement du gouvernement d'un autre Etat

membre ne fait pas vraiment partie des mœurs politiques européennes, et cette sortie a été séchement critiquée en France - lire en page 11.

Les deux initiatives sont en réalité des tentatives pour récupérer le mouvement de protestation français, qui s'il se muait en force politique organisée, pourrait générer un paquet de députés européens extrêmement convoités dans la prochaine assemblée. La lettre de Luigi Di Maio allait d'ailleurs plus loin qu'un simple encouragement : le leader du M5S y propose de mettre à disposition des gilets jaunes le système informatique Rousseau, sur lequel les 5 Etoiles ont bâti leur système de consultation de leurs membres et qu'ils présentent en modèle d'une démocratie directe dont ils sont les chantres.

## Recomposer un groupe

Pour le M5S, l'enjeu plus large est celui-ci : comme le parti europhobe britannique Ukip, l'autre membre important du groupe parlementaire EFDD que le M5S a créé au Parlement européen (PE), disparaîtra du prochain parlement du fait du Brexit, l'avenir de ce groupe populiste est en danger. L'objectif du M5S, nous a rapporté une source interne, consiste à recomposer un groupe se disant pro-européen, mais anti-establishment et qui ne serait ni souverainiste ni d'extrême droite. Un paquet d'eurodéputés français « gilets jaunes » pourrait constituer un renfort déterminant dans

cette perspective. (Il faut 25 eurodéputés issus d'un quart des Etats membres, soit actuellement sept, pour constituer un groupe au PE.)

Plus encore que l'initiative de Luigi Di Maio, c'est la visite que Matteo Salvini rend à Jaroslaw Kaczynski, le patron du parti polonais Droit et Justice (PiS) et véritable maître de la Pologne, qui suscite le plus de curiosité. Car le grand fantasme de toutes les forces politiques pro-européennes est la constitution d'un puissant groupe de droite radicale, anti-européenne ou extrême que certains voient même se hisser à la seconde place des forces politiques. Les Polonais du PiS, qui ont co-fondé avec les conservateurs britanniques le groupe eurosceptique ECR devenu troisième force au PE, verront aussi leur groupe amputé de leur plus grand membre. Or l'actuelle position de la Ligue dans les sondages italiens la donne largement gagnante, avec plus de 30 % des intentions de vote, aux prochaines élections. Ce qui permettrait à ce parti d'emmener une trentaine de représentants au Parlement européen.

Si actuellement la Ligue est l'un des membres principaux du groupe ENL d'extrême droite (le plus petit, constitué avec l'ex-FN français mais aussi le Vlaams Belang flamand et le Parti de la liberté néerlandais de Geert Wilders), le scénario le plus tentant pour Salvini serait de rejoindre ECR. Ce groupe dispose d'une assise et de cadres expérimentés. Et surtout, à la différence des groupes populiste et d'extrême droite, il regroupe des partis de gouvernement (dont la N-VA flamande), ce que la Ligue est depuis les années Berlusconi, dont elle a été et sera peut-être encore à l'avenir l'alliée, même si ce sera dans un rapport de forces inversé.

## Le « cas Orban »

Interrogé mardi à Bruxelles en marge d'un conseil des ministres

UE, le ministre polonais des Affaires européennes Konrad Szymanski, ex-eurodéputé PiS, n'a pas nié la possibilité d'une alliance avec la Ligue italienne : « *Les regroupements au Parlement européen ne signifient jamais un alignement total. Nous avons des convergences comme des divergences avec la Ligue* ». Au premier plan des divergences : la relation avec la Russie, Salvini s'affichant pro-poutinien, tandis que le maître du Kremlin incarne l'ennemi absolu pour le PiS... Mais la perspective de constituer un véritable contre-pouvoir souverainiste au sein de l'UE, capable de freiner les législations contribuant à plus d'intégration européenne, justifierait cette alliance stratégique. Ce qui impliquera pour Salvini de lâcher son alliée des dernières années Marine Le Pen. Mais ce sera pour un bond en termes d'influence politique.

Enfin, se posera la question de la place de Viktor Orban, le Premier ministre hongrois patron du parti Fidesz, « enfant terrible » du Parti populaire européen (droite chrétienne et modérée). Traditionnellement protégés par le PPE et notamment par son chef de groupe Manfred Weber, qui est le candidat de ce parti à la présidence de la prochaine Commission européenne, Orban et le Fidesz n'ont aucune raison de quitter la première force politique du continent. Mais si sa dérive autoritaire - à laquelle on compare celle du PiS en Pologne - devait se poursuivre et rendre son maintien intolérable au PPE, son passage à ECR ne serait que pure logique, facilité par la connivence politique et personnelle qu'il entretient avec Kaczynski et Salvini. Une perspective qui fait tressailler d'effroi les pro-européens, mais qui aurait pour mérite de clarifier les lignes de partage idéologique. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

2

Le troisième groupe politique, ECR pourrait se hisser à la deuxième place au Parlement européen

# Pologne Le parti de Jaroslaw Kaczynski contraint au grand écart

## VARSOVIE

DE NOTRE CORRESPONDANT

À moins de trois mois du probable Brexit et dans la perspective des élections européennes de mai, les partis de droite radicale sont toujours à la recherche de la bonne formule pour pouvoir exercer sur les institutions de l'UE une influence reflétant davantage leur poids politique au niveau national. C'est sans doute la raison pour laquelle Jaroslaw Kaczynski, président incontesté du parti au pouvoir Droit et justice (PiS), a accepté de recevoir, ce mercredi à Varsovie, le turbulent leader de la Ligue italienne Matteo Salvini, de 24 ans son cadet.

Malgré leurs divergences sur des sujets de fond comme la politique à l'égard de la Russie et la définition de la solidarité européenne en matière de migration et d'asile, les deux personnages, étiquetés eurosceptiques, savent que leur projet de « *changer l'UE de l'intérieur* » n'a aucune chance d'aboutir sans un puissant relais au Parlement européen. En outre, pour l'Italien comme pour le Polonais, la préférence donnée à la voie réformiste plutôt qu'à une sortie de l'Union ou de la zone eu-

ro semble davantage imposée par l'attitude de l'opinion publique et des milieux économiques que résulter d'un attachement sincère au projet européen.

En Pologne, depuis la déconfiture du PiS aux élections communales d'automne qui ne lui ont laissé que six bourgmestres sur les 107 plus grandes villes du pays, le parti a soudainement ressorti les drapeaux européens jusque-là remisés au placard.

### « Cœur de l'Europe »

Dans un courrier adressé aux autorités polonaises, la Commission européenne avait même dû rappeler l'obligation de faire mention des cofinancements de l'UE lorsqu'ils contribuent à la réalisation d'investissements. Un fonctionnaire du ministère du Développement a confirmé au *Soir* l'existence d'une circulaire qui demandait aux agents de minimiser les apports européens au cours des inaugurations de projets d'infrastructure.

Aujourd'hui, le PiS fait campagne sous le mot d'ordre « *La Pologne cœur de l'Europe* » et cherche à éteindre le contentieux autour de la Cour suprême en se mettant en conformité avec les

décisions de la Cour de justice de l'UE. L'intervention de cette dernière aura finalement permis de protéger les juges polonais d'une mise à la retraite anticipée qui aurait livré la juridiction aux mains de la majorité parlementaire.

### Limiter la dispersion à droite

Dans le même temps, la manœuvre de recentrage du PiS ouvre sur sa droite un espace pour divers courants ouvertement favorables à un « *Po-lexit* », des nationalistes ultra-catholiques liés à *Radio Maryja* aux anarcho-capitalistes de l'excentrique Janusz Korwin-Mikke.

Pour tenter de colmater la brèche, le gouvernement a donc offert fin décembre un strapontin ministériel à un jeune député de 28 ans, Adam Andruszkiewicz, ex-président d'un groupe nationaliste.

De la sorte, le PiS espère limiter la dispersion des voix de la droite dans un scrutin proportionnel accessible aux petits partis tout en prolongeant l'incertitude sur sa future affiliation à Bruxelles aux eurosceptiques « réformistes » ou bien « radicaux ». ■

ROMAIN SU